



## Intervention pour Madame la Ministre de l'Éducation nationale

**Madame la Ministre,**

**Mesdames et Messieurs les représentants institutionnels,**

**Mesdames et Messieurs les représentants des organisations syndicales,**

### **1. Introduction**

Permettez-moi, avant toute chose, de vous exprimer notre gratitude pour votre présence aujourd'hui. Celle-ci souligne l'importance que vous accordez aux enjeux éducatifs dans notre région. Votre engagement pour *tenir la promesse républicaine de l'École*, en élevant le niveau général et en garantissant l'égalité des chances, constitue une priorité essentielle pour notre nation, et plus encore pour La Réunion.

### **2. Contexte et enjeux**

Nous nous trouvons à un moment crucial pour notre système éducatif, confronté à des grands défis budgétaires. L'inquiétude est bien présente lorsque nous avons des contractuels qui doivent cesser leur contrat à la mi-juin faute de budget pour pouvoir poursuivre leurs missions de remplacement.

### **3. Points spécifiques à aborder**

La CFDT EFRP Réunion souhaite profiter de cette rencontre pour porter à votre attention plusieurs problématiques pour nos élèves et les agents qui impactent à notre territoire :

#### **1- Pour nos élèves :**

##### **• Enjeux climatiques :**

Les vagues de chaleur impactent durement nos écoles et nos établissements en été. Si nous avons longtemps plaidé pour un calendrier climatique civil, force est de constater que cette solution ne suffit plus. Face aux aléas environnementaux, nous proposons un **plan massif de rénovation du bâti scolaire et des installations sportives**, piloté par l'État, ainsi que des protocoles d'urgence pour protéger les élèves et personnels lorsque cela sera nécessaire. Par

ailleurs, nous insistons pour que le **décret du 27 mai 2025 sur le travail en période de forte chaleur** s'applique pleinement dans notre région.

- **Carte de l'éducation prioritaire**

Si les REP et REP+ ont permis des progrès notables, d'autres établissements accueillant des élèves en grande difficulté mériteraient également des moyens renforcés. Nous vous demandons une **extension de ces dispositifs**.

- **Examens scolaires**

Notre décalage horaire pénalise les candidats réunionnais lors des épreuves nationales. Ne serait-il pas envisageable d'adapter les horaires d'examen à notre fuseau horaire pour de meilleures conditions de travail pour tous ?

## **2- Pour les agents :**

- **Congé maladie**

La perte de 10 % du salaire, couplée à une journée de carence, représente une double sanction pour les agents en arrêt maladie ordinaire. Pour ceux en Congé de Longue Maladie (CLM) ou en Congé de Grave Maladie (CGM), la diminution de la surrémunération et de l'indexation aggrave encore leur situation financière. Cette réforme a un effet dévastateur à La Réunion, plongeant certains collègues dans une détresse économique profonde.

Nous vous demandons un abondement significatif du budget de l'action sociale pour 2025-2026, afin d'accompagner ces agents fragilisés. Comment envisager un retour au travail serein sans un soutien adapté ?

- ***La reconnaissance des personnels :***

- **AESH**

Nous réitérons notre demande **d'un statut de fonctionnaire de catégorie B** mais surtout des moyens supplémentaires pour recruter et/ou permettre l'augmentation des quotités de celles et ceux en postes pour nous donner les moyens d'une inclusion qualitative.

## • AED

Depuis la CDIisation, les débats sur le statut des AED s'enlisent dans des postures idéologiques. Nous estimons qu'il est temps d'ouvrir un chantier pour leur pleine intégration dans la communauté éducative, avec :

- L'élaboration d'un vademecum ministériel unique pour les AED, rédigé en concertation avec les organisations syndicales représentatives à travers des GT.
- Des contrats CDI à **minima à 70 %** signé automatiquement au bout des 6 ans de services :
- Un parcours professionnel incluant des **formations qualifiantes et une meilleure information sur la VAE** ;
- Des perspectives d'évolution de carrière.

## Administratifs :

Les agents administratifs, les personnels invisibles, souvent en première ligne des réformes, subissent des tensions accrues : retards dans les affectations, manque d'informations, non-remplacement des absences courtes durées... La CFDT demande à ce que ces personnels soient reconnus à part entière et ne soient plus oubliés dans l'amélioration des conditions de travail.

## • Politique RH :

Malgré des annonces encourageantes, les conditions de travail se dégradent à tous les niveaux : chefs d'établissement, enseignants, contractuels, administratifs... Il est urgent de passer d'une logique de **réparation** à une politique RH **préventive spécifique**, protégeant les agents avant la crise.

Plus que les mots et les slogans, les agents ont besoins d'actes forts, du concret pour mener à bien leur mission de service public. Si le soleil brille plus souvent qu'à Paris, il ne masque pas pour autant la souffrance, ni la rend moins pénible. La CFDT insiste pour une politique éducative prenant en compte de nos spécificités réunionnaises et nos besoins pour une éducation de qualité portée par des personnels reconnus et soutenus.

## 5. Conclusion

Madame la Ministre, la CFDT croit profondément au **dialogue social**. À l'image de Laurent Berger ou Marylise Léon, nous défendons un syndicalisme constructif. Pourtant, nous constatons une **érosion de la reconnaissance de notre rôle**, faute de réponses concrètes aux alertes lancées.

Nous comptons sur vous pour réaffirmer l'utilité des corps intermédiaires et pour œuvrer, ensemble, à une École Réunionnaise plus juste et plus efficace.

**Je vous remercie.**

---

### **Compte-rendu :**

#### **Syndicats présents :**

CFDT, FSU, CFTC, SNALC, UNSA, FO,

**Absent :** liste résistance

Ouverture par madame la ministre à 17h30 accompagnée par le Recteur, le secrétaire général de la préfecture, le directeur de cabinet, les IA-DAASEN, le SG du rectorat.

Dans le tour de table sur la représentativité, la CFDT a été oublié et est passé en dernier. Mais cela n'a rien enlevé au message et aux réponses données.

#### **Réponses de la ministre :**

##### **CLM/CGM :**

Réforme interministérielle qui touche toutes les fonctions publiques. A la Réunion, 292 personnels sont concernés par les indus. 2 pistes sont évoquées pour faciliter le remboursement sans trop pénaliser les collègues. :

- La DGFIP proposera des échéanciers
- Réduction de la quotité saisissable en aout

Pour l'heure, ce sera au niveau du ministère de la FP que cela se décidera.

##### **Budget 2025 :**

Pas de suppression de poste pour la rentrée 2025, ce qui permet une stabilisation des projets importants comme le créole à l'école ou encore l'inclusion.

En principe, la Réunion devrait bénéficier de création de poste pour 2026.

Suite aux enquêtes sur la santé mentale, il est aussi à prévoir des créations de postes d'ATSS ainsi que des référents santé-mental.

### **Ecole inclusive :**

Le système est en souffrance. La mise en place des PAS devrait permettre une sortie de crise en facilitant les relations avec les familles et professionnels.

La ministre veut l'intégration complète des AESH dans le corps éducatif.

### **Réformes :**

Madame la ministre reconnaît qu'il y a eu trop de réforme. Ce qui a conduit à la suspension de l'application de la réforme du collège en 4<sup>e</sup>-3<sup>e</sup>. Elle souhaite expérimenter et évaluer pour trouver l'équilibre nécessaire aux apprentissages et aux conditions de travail.

### **Mutation :**

Les stagiaires feront leur stage dans le territoire afin de leur permettre un meilleur cadre de formation.

Pour les mutations inter, elle entend qu'il faut prioriser les retours de celles et ceux qui sont partis. Il y a des paramètres à gérer pour que cela soit opérationnel.

### **Violence à l'école :**

Tous les personnels doivent être respectés dans l'exercice de leur fonction. L'exclusion n'est pas la solution face à un acte de violence. Il est nécessaire de développer des structures relais avec la BPDJ pour enrayer rapidement le phénomène de violence.

### **Bati scolaire :**

Ce sujet est important et nécessaire. Il sera porté et piloté par le Recteur pour accompagner les collectivités dans l'adaptation des écoles et bâtiments aux contraintes climatiques à venir.

### **Horaire d'examens :**

Cela n'est pas satisfaisant. Une solution sera apportée pour que les élèves puissent composer à des horaires descentes.

### **Education prioritaire :**

Des évaluations sont en cours. Contrairement au territoire national, les REP et REP+

fonctionnent parfaitement à la Réunion. Des évolutions permettront d'apporter des réponses plus adaptées aux écoles et EPLE qui en ont besoin.

**Conclusion :**

La ministre salue l'excellence réunionnaise et le travail fait par les personnels